



unicef 

pour chaque enfant

L'eau sous le feu des bombes

Pour chaque enfant, de l'eau et
des services d'assainissement
dans les situations d'urgence
complexes

Photo de couverture :

Horriya, 12 ans, porte un bidon d'eau dans un camp de fortune situé dans les environs de Raqqa, en République arabe syrienne. La jeune fille a quitté Raqqa avec sa famille en 2017 et effectué un périple de trois jours afin d'échapper au conflit en cours dans la région.

« Je n'ai pas eu peur sur le chemin », affirme Horriya. « On entendait des avions et des tirs d'obus, mais c'est une habitude maintenant. On en voit et on en entend tous les jours. »

L'UNICEF achemine de l'eau par camion dans les camps qui accueillent temporairement les personnes déplacées par le conflit. L'organisation a également installé des latrines, des douches et des réservoirs d'eau dans ces camps, et distribué des kits d'hygiène pour les familles afin de protéger les enfants des maladies transmises par l'eau.

Table des matières

Eau, assainissement et hygiène Une question de vie ou de mort	3
La négation d'un droit	3
Des défis multiples	4
Les conflits	4
Des systèmes précaires	6
Le pouvoir des partenariats	6
Mettre en place des solutions	6
Étude de cas : Ukraine	9
Étude de cas : Cox's Bazar	11
Étude de cas : Yémen	13
Plan d'action en faveur du changement	15
Notes de fin	18

Soudan du Sud

L'expérience de Charity

Très souvent, Charity fait face à un choix déchirant : donner de l'eau sale à ses trois enfants ou ne pas leur donner d'eau du tout.

« Mon cœur se serre lorsque je me dis que je dois leur donner cette eau sale », se désole-t-elle.

Les habitants du quartier dans lequel Charity s'est réfugiée en périphérie de Djouba afin d'échapper au conflit qui sévit au Soudan du Sud ne disposent que d'une seule pompe à bras, toujours prise d'assaut, pour s'approvisionner en eau salubre. Cette pénurie d'eau a contraint Charity à solliciter une aide médicale pour ses trois enfants, Rumering, 7 ans, Baraka, 5 ans, et Grace, 2 ans. Cependant, elle n'a parfois pas d'autre choix que d'utiliser l'eau insalubre d'un puits ou de la rivière.

« Sans eau, je ne peux pas préparer à manger », explique cette maman. « [Lorsque cela arrive], j'appelle mes enfants, je les serre contre moi et on dort... parce que je n'ai rien à leur donner. »



Eau, assainissement et hygiène

Une question de vie ou de mort

En période de crise, les enfants font face à de nombreux dangers : l'obligation de quitter leur maison, la séparation de leur famille, la privation de nourriture, la déscolarisation et l'exposition à l'exploitation et à la violence. Lorsque les crises sont induites par des conflits armés, les enfants risquent en plus d'être blessés ou tués.

Cependant, les balles et les bombes ne sont pas toujours les menaces les plus graves qui pèsent sur la vie des enfants.

Dans les conflits prolongés, les enfants de moins de 15 ans sont, en moyenne, près de trois fois plus susceptibles de mourir d'une maladie diarrhéique liée à une eau insalubre et à un manque d'assainissement que des effets directs de la violence induite par un conflit ou une guerre. Les plus jeunes subissent encore plus les effets de l'insalubrité de l'eau et du manque d'assainissement et d'hygiène : les enfants de moins de 5 ans ont 20 fois plus de risques de mourir d'une maladie diarrhéique que de la violence.

Durant ces conflits – et dans d'autres situations d'urgence – la mise en place de mesures rapides, globales et sûres d'approvisionnement en eau et d'assainissement est une question de vie ou de mort. Malheureusement, trop souvent, les interventions d'urgence manquent de ressources, dépendent

de systèmes précaires d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et se retrouvent dans l'incapacité de répondre à des besoins complexes.

La négation d'un droit

Dans le monde entier, l'eau et l'assainissement sont reconnus comme un droit et considérés comme une composante fondamentale des interventions humanitaires essentielles à la survie des populations². La négation de ce droit peut avoir des conséquences dramatiques.

L'absence d'eau salubre, d'assainissement et d'hygiène (EAH) met en péril la santé, l'état nutritionnel, la sécurité et l'éducation des enfants : ils deviennent vulnérables aux maladies évitables, dont la diarrhée, la typhoïde, le choléra et la polio, à la malnutrition et aux violences sexuelles lorsque la situation les oblige à aller chercher de l'eau ou à sortir pour utiliser les latrines, et ils voient leur dignité bafouée au moment de se laver ou de gérer leur hygiène menstruelle.

Dans les hôpitaux et les dispensaires communautaires, le manque d'eau et d'assainissement nuit au traitement des blessures et des maladies, et aggrave les risques sanitaires

Comprendre les chiffres

Pour mettre l'accent sur les dangers induits par un manque d'eau salubre et d'assainissement, nous avons comparé les estimations de la mortalité dans 16 pays exposés à un conflit prolongé : l'Afghanistan, le Burkina Faso, le Cameroun, l'Éthiopie, l'Iraq, la Libye, le Mali, le Myanmar, la République arabe syrienne, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan, le Tchad et le Yémen. Pour cela, nous nous sommes appuyés sur les estimations du nombre de décès imputables à la « violence collective » et aux « maladies diarrhéiques » publiées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)¹.

Bien que les tendances varient d'un pays à l'autre, le nombre estimé de décès dus aux maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de 15 ans était en moyenne plus élevé que celui des décès attribuables à la violence collective, sauf en Iraq, en Libye et en République arabe syrienne, où les enfants étaient plus susceptibles de mourir de la violence collective. Cependant, les enfants de moins de 5 ans couraient davantage de risques de mourir d'une maladie diarrhéique que des effets de la violence collective dans tous ces pays, à l'exception de la Libye et de la République arabe syrienne.

et nutritionnels associés aux maladies transmises par l'eau. En l'absence de services d'EAH dans les environnements d'apprentissage, les enfants font face à des risques sécuritaires et les filles rencontrent des difficultés pour gérer leur hygiène menstruelle, ce qui peut entraver leur réussite scolaire.

Des défis multiples

Des services d'urgence en matière d'EAH doivent être mis en place dans des régions confrontées à une multitude de difficultés. Un enfant sur quatre vit dans un pays exposé à la violence, à la famine ou aux maladies en raison d'un conflit ou d'autres catastrophes³.

Un nombre vertigineux de personnes ont besoin de services d'EAH, ce qui représente un véritable défi pour le secteur. En effet:

- Deux milliards de personnes à travers le monde vivent dans des régions fragiles ou touchées par des conflits, selon les estimations⁴;
- Le nombre de crises requérant l'intervention de partenaires internationaux a doublé entre 2005 et 2017, passant de 16 à 30⁵;
- En 2017, 68,5 millions de personnes ont été déplacées, la plupart du temps en raison d'un conflit, et la moitié d'entre elles était des enfants⁶.

Dans de nombreuses régions, la durée des crises est également source de difficultés. En 2019, on estime qu'une situation d'urgence dure en moyenne neuf ans⁷.


Les conflits

Les conflits font partie des principaux facteurs à l'origine des crises⁸. De fait, jamais autant de pays n'avaient été touchés par un conflit violent depuis 1989⁹.


Les attaques perpétrées en période de conflit, qu'elles soient délibérées ou non, détruisent les infrastructures, blessent le personnel et coupent l'alimentation électrique qui permettent aux systèmes d'EAH de fonctionner¹⁰. Les conflits armés restreignent en outre l'accès à du matériel et à des produits de consommation essentiels, tels que le carburant ou le chlore, qui s'épuisent ou sont rationnés, ou dont la livraison est détournée ou bloquée. Bien trop souvent, les services indispensables à la population sont volontairement coupés.

Les attaques ciblant les systèmes d'eau, d'assainissement et d'électricité peuvent tout de suite avoir des effets paralysants et entraîner des répercussions à long terme, en particulier dans les villes, où les communautés dépendent d'un ensemble complexe et interdépendant de services.

Prendre pour cible l'eau et l'assainissement revient à prendre pour cible les enfants. En République arabe syrienne, par exemple, les attaques portées sur les réseaux d'approvisionnement en eau entraînent la coupure des services pendant des semaines entières, forçant les enfants à aller chercher de l'eau dans des conditions climatiques extrêmes. Durant la crise d'eau qui a frappé Alep à l'été 2015, trois enfants ont été tués en allant chercher de l'eau pour leur famille¹².

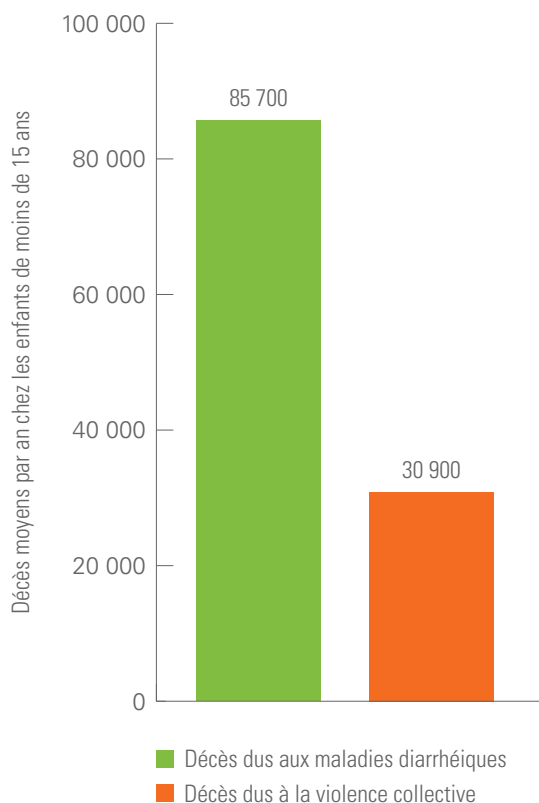


En moyenne, les enfants de **moins de 15 ans** sont près de **3x** plus susceptibles de mourir d'une maladie diarrhéique liée à un manque d'eau salubre, d'assainissement et d'hygiène que des effets de la violence associée à un conflit.



En moyenne, les enfants de **moins de 5 ans** sont plus de **20x** plus susceptibles de mourir d'une maladie diarrhéique liée à un manque d'eau salubre, d'assainissement et d'hygiène que des effets de la violence associée à un conflit.

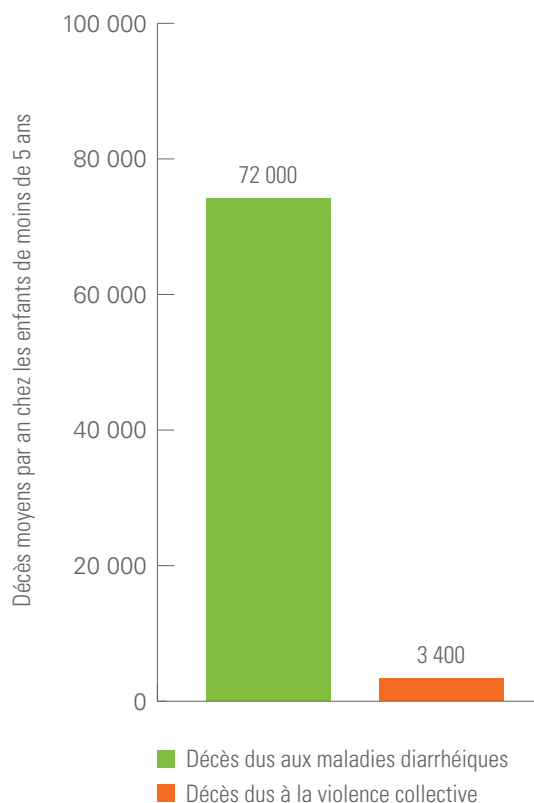
Enfants de moins de 15 ans:
Décès dus aux maladies diarrhéiques associées à un manque d'EAH; Décès dus à la violence collective



Remarques: Afghanistan, Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Iraq, Libye, Mali, Myanmar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Yémen. Les données concernent les moyennes pour la période 2014-2016.

Sources: Organisation mondiale de la Santé, *Global Health Estimates Deaths by Cause, Age, Sex, by Country and by Region: 2000-2016* (Estimations de la mortalité mondiale par cause, âge, sexe, pays et région: 2000-2016), OMS, Genève, 2018; Organisation mondiale de la Santé, *Preventing Diarrhoea through Better Water, Sanitation and Hygiene: Exposures and impacts in low- and middle-income countries* (Prévenir la diarrhée grâce à l'amélioration des pratiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène: risques et incidences dans les pays à revenu faible et intermédiaire), OMS, Genève, 2014.

Enfants de moins de 5 ans:
Décès dus aux maladies diarrhéiques associées à un manque d'EAH; Décès dus à la violence collective



Remarques: Afghanistan, Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Iraq, Libye, Mali, Myanmar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Yémen. Les données concernent les moyennes pour la période 2014-2016.

Sources: Organisation mondiale de la Santé, *Global Health Estimates Deaths by Cause, Sex, by Country and by Region: 2000-2016* (Estimations de la mortalité mondiale par cause, âge, sexe, pays et région: 2000-2016), OMS, Genève, 2018; Organisation mondiale de la Santé, *Preventing Diarrhoea through Better Water, Sanitation and Hygiene: Exposures and impacts in low- and middle-income countries* (Prévenir la diarrhée grâce à l'amélioration des pratiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène: risques et incidences dans les pays à revenu faible et intermédiaire), OMS, Genève, 2014.

Des systèmes précaires

Les attaques durant les conflits ne représentent toutefois qu'un aspect de l'ensemble complexe de difficultés que doivent affronter les équipes d'intervention chargées de l'eau et de l'assainissement dans les situations d'urgence. Les interventions d'urgence sont aussi couramment déployées dans des pays qui disposent de systèmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'électricité précaires et qui ont souvent des difficultés à atteindre les cibles des objectifs de développement durable. La plupart du temps, lorsque la situation d'urgence se déclare, les systèmes d'EAH et d'électricité de ces pays n'ont pas la résilience nécessaire pour y résister.

Les problèmes s'aggravent au fur et à mesure que progresse la crise. Les fournisseurs de services font face à des problèmes de sécurité ainsi qu'à une pénurie de personnel et de matériel pour faire fonctionner leurs systèmes et les entretenir. Cette détérioration entraîne une réaction en chaîne susceptible de paralyser les systèmes en raison d'un manque d'entretien et d'une dégénérescence à long terme, et de saper les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable¹³.

Le pouvoir des partenariats

La construction de solides systèmes d'EAH capables de traiter des crises de plus en plus complexes et prolongées requiert des compétences, des ressources et un engagement bien trop importants pour une seule organisation.

Le Programme d'action pour l'humanité du Secrétaire général des Nations Unies, baptisé *Une seule humanité, des responsabilités partagées*, encourage les partenaires à unir leurs forces afin de construire des systèmes d'EAH durables et résilients capables de supporter les crises¹⁴. Les gouvernements, les autorités locales ainsi que les partenaires

du secteur humanitaire et du secteur du développement ont tous un rôle déterminant à jouer. Le Groupe sectoriel (« cluster ») EAH, dirigé par l'UNICEF, est un partenariat essentiel qui a pour mission de coordonner les interventions d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les situations d'urgence¹⁵. Les partenariats public-privé peuvent également contribuer à la mise en place de services résilients, capables de continuer de fonctionner pendant et après une crise, de participer aux efforts de secours et d'aider au relèvement après la crise.

Les services d'EAH peuvent même servir de point de départ à une coopération entre les parties aux conflits, y compris au plus fort de la crise. À Alep, par exemple, les parties au conflit ont réussi à conclure un accord afin d'assurer la continuité des services de distribution d'eau après la mise hors service d'une centrale électrique. Elles ont ainsi cessé les combats tous les jours pendant une période afin que le partenaire de l'UNICEF puisse traverser les lignes de front et livrer du carburant pour que la population continue d'avoir l'eau courante¹⁶.

Mettre en place des solutions

Associer les interventions humanitaires au développement durable est certes difficile, mais pas impossible. Des organisations d'aide humanitaire et de développement l'ont d'ailleurs démontré dans différents contextes de crise à travers le monde.

Les études de cas présentées ci-après montrent notamment comment des partenaires ont réussi à répondre à des besoins essentiels, à sauver des vies et à protéger l'avenir des populations en Ukraine, au Bangladesh et au Yémen. Chacune expose une solution à mettre en place pour que chaque enfant puisse jouir de son droit à une eau salubre, à l'assainissement et à l'hygiène.

République arabe syrienne

L'expérience de Bashir

Depuis le début du conflit en République arabe syrienne, en 2011, les enfants et les familles subissent de longues coupures d'eau, parfois volontaires. À Alep, par exemple, en 2015 et en 2016, les combats ont endommagé à maintes reprises des infrastructures essentielles d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'électricité. Une usine de traitement de l'eau qui répondait aux besoins de deux millions de personnes a notamment été fermée intentionnellement pendant 48 jours¹⁷.

Dans le quartier d'Al-Midan, à Damas, Bashir et sa famille ont l'eau courante pendant près de deux heures tous les trois ou quatre jours.

« Quand mon père nous dit que c'est notre tour d'avoir de l'eau, on prépare tout ce qu'on trouve à remplir : bouteilles, bidons, marmites et casseroles », explique Bashir, qui avait 12 ans à l'époque où la photo a été prise. « Quand l'eau sort du robinet, c'est la fête à la maison ! »

Ukraine

L'expérience de Dima

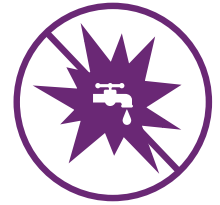


Depuis 2014, Dima et sa famille vivent à proximité de la ligne de contact qui sépare les zones contrôlées par le gouvernement et les séparatistes, dans l'est de l'Ukraine. Un jour, alors qu'il ramassait de l'herbe pour son lapin près du puits familial, Dima a été pris dans un échange de tirs. Ce souvenir continue de le hanter la nuit et sa famille l'entend souvent hurler « Arrêtez! Arrêtez!» dans son sommeil.

Cependant, Dima, qui a 15 ans aujourd'hui, ne revit pas seulement cette expérience traumatisante dans ses cauchemars. Lorsque le service qui alimente son foyer en eau est interrompu, il doit aller chercher de l'eau pour sa famille dans le même puits à proximité duquel il s'est fait attaquer plus jeune. Sur cette photo prise en 2015, on le voit transporter de l'eau à vélo sur une route qui lui fait franchir des barrières antichars.

Étude de cas : Ukraine

Cesser de prendre l'eau et l'assainissement pour cible



Tous les matins, les employés de la compagnie des eaux Voda Donbasa montent à bord d'un bus qui leur fait traverser des zones dangereuses pour les emmener jusqu'à l'usine de filtration de Donetsk, où leur travail permet de fournir de l'eau à 378 000 habitants à travers la région¹⁹.

Ils accomplissent un travail vital en dépit des dangers.

L'usine de filtration est située sur la « ligne de contact » qui sépare les territoires dans le cadre du conflit armé qui fait rage dans l'est de l'Ukraine¹⁹. Bien trop souvent, cet emplacement a valu à l'usine, ainsi qu'à ses employés, d'être pris entre deux feux.

En 2018, les tirs d'artillerie et les coups de feu ont perturbé à de multiples reprises le fonctionnement de l'usine. En avril 2018, cinq employés ont été blessés lorsque le bus qui les ramenait chez eux à la fin de leur journée de travail a été pris pour cible.

L'usine de Donetsk fait partie des nombreuses infrastructures situées dans l'est de l'Ukraine qui bravent les difficultés afin d'approvisionner la population en eau malgré le conflit en cours. En 2018, les tirs d'artillerie, les tirs d'armes légères et d'autres perturbations ont interrompu 89 fois l'approvisionnement en eau des habitants de la région²⁰.

En 2019, le danger est toujours omniprésent. En janvier, trois employés ont été attaqués tandis qu'ils déblayaient la neige près d'une station de pompage située au nord du village de Kruta Balka²¹. En février, une grenade suspecte a manqué de peu un bus qui ramenait les employés de la station chez eux.

En dépit des risques, le Groupe sectoriel chargé de l'EAH a aidé les autorités locales à continuer de distribuer de l'eau courante à plus de 2,3 millions de personnes en 2018 et à coordonner des réparations d'urgence et la livraison de produits chimiques pour le traitement des eaux²². L'UNICEF est venu en aide à plus de 1,3 million de personnes dans la

région en mettant en place des mécanismes de traitement des eaux et en effectuant des réparations d'urgence sur les infrastructures d'approvisionnement en eau.

Le suivi des attaques constitue également une composante importante des interventions. Un système de surveillance et de signalement utilisant les médias sociaux a été mis en place dans l'est de l'Ukraine. Il permet d'informer les habitants des interruptions de service et d'alerter les employés en cas de danger. Ce signalement immédiat et transparent des attaques permet d'attirer l'attention du public, de surveiller les attaques et d'informer sur leur incidence.

Cependant, il reste beaucoup à faire.

Une évaluation menée en 2018 a mis en avant les problèmes de tarif, de dette et de sécurité rencontrés par Voda Donbasa, une compagnie des eaux publique. D'après cette évaluation, la compagnie devra trouver 170 millions de dollars É.-U. pour effectuer des réparations urgentes entre 2018 et 2022²³.

Heureusement, des employés courageux n'hésitent pas à braver tous les dangers pour continuer d'approvisionner la population en eau salubre. C'est notamment le cas d'Inna Krasnyakova, qui poursuit son travail à Artema, une ville située dans la région du Louhansk.

Lorsque le conflit a éclaté en 2014, Inna était à son poste à la station de pompage de Petrovskaya²⁴. Avant de se mettre en sécurité, elle s'est précipitée dans l'entrepôt de chlore afin de protéger les réservoirs et éviter les fuites.

Inna a été blessée à la jambe et contrainte d'abandonner sa maison en raison du conflit, mais n'en reste pas moins déterminée à poursuivre son travail à la station de pompage.

« Si je ne le fais pas, qui le fera ? », demande-t-elle.

Bangladesh

L'expérience de Rofika



Si l'intervention déployée à Cox's Bazar a eu de nombreux résultats positifs, les besoins en matière d'EAH restent importants. Étant donné les incertitudes relatives à la situation à long terme des réfugiés au Bangladesh, il est impératif de trouver des solutions à moyen terme, qui seront plus durables et abordables que les interventions à court terme.

Sur cette photo prise dans le camp de réfugiés de Balukhali, à Cox's Bazar, Rofika, 7 ans, joue dans un conduit en béton d'évacuation des eaux qui devait être installé avant la mousson de 2018. En arrière-plan, une jeune fille s'approvisionne en eau à une pompe. Ils n'en sont probablement pas conscients, mais tous deux illustrent des mesures fondamentales allant au-delà du besoin d'intervention humanitaire pour fournir des solutions plus durables, plus sûres et plus dignes en matière d'eau et d'assainissement dans le district.

Étude de cas : Cox's Bazar

Réussites et lacunes de l'intervention d'urgence



En 2017, le Gouvernement du Bangladesh a déployé une intervention humanitaire à grande échelle en réponse à l'afflux massif de réfugiés rohingyas dans le district de Cox's Bazar²⁵. À la fin de l'année 2018, près de 730 000 nouveaux réfugiés étaient arrivés au Bangladesh afin de fuir les persécutions et le conflit au Myanmar²⁶. Plus de la moitié d'entre eux était des enfants.

Cette intervention humanitaire a impliqué plusieurs organismes des Nations Unies et nombre d'organisations non gouvernementales locales et internationales, ainsi qu'au moins 10 secteurs, dont le secteur de l'EAH.

L'effort déployé dans le but de fournir des services sûrs d'EAH dans les camps de réfugiés de Cox's Bazar a été, à bien des égards, inédit et impressionnant²⁷. Cependant, l'ampleur et la complexité de cette crise humanitaire ont mis en évidence de graves lacunes dans la capacité du secteur de l'EAH à gérer les boues fécales et à promouvoir l'hygiène. Or, ces lacunes pouvaient porter préjudice à la santé et à la vie des enfants et des familles vulnérables.

Les partenaires ont notamment réussi à enrayer des épidémies majeures de maladies transmises par l'eau et à stabiliser les taux de diarrhées pendant la mousson, période durant laquelle le risque de contracter des maladies transmises par l'eau est particulièrement élevé. Ensemble, ils se sont attachés à réduire les risques de contamination liés à l'utilisation d'une eau insalubre et au manque d'assainissement en mettant en place un éventail de mesures, notamment en élevant les latrines au-dessus du niveau de crue, en les vidangeant, en mettant hors services les latrines dangereuses et en améliorant la sensibilisation aux pratiques d'hygiène sûres²⁸. Ils ont également mis en place un mécanisme permettant de signaler les incidents d'eau insalubre et d'assainissement, qui étaient ensuite traités par des équipes d'intervention mobile²⁹. Au mois d'août 2018 :

- Plus de 720 000 personnes vivant dans des zones d'installation disposaient d'eau salubre pour leurs besoins domestiques³⁰ ;
- Près de 700 000 personnes avaient accès à des latrines fonctionnelles conformes à des normes établies ;

- Plus de 850 000 personnes avaient reçu des fournitures d'hygiène ou des bons pour s'en procurer au cours des trois derniers mois.

Cependant, le secteur s'est heurté à une multitude de défis au moment de déployer son intervention : grand nombre de réfugiés, congestion des camps, communautés d'accueil submergées, espace restreint, climat dangereux, terrain difficile et population d'enfants et de familles traumatisés par les déplacements forcés et dotés de pratiques et d'attitudes particulières en matière d'hygiène.

Malgré la présence de 107 structures de gestion de petite et moyenne envergure, l'absence de gestion globale des boues fécales présentait de potentiels dangers pour la santé de la population et l'environnement, dont des risques de contamination de l'eau et d'épidémies.

En outre, les besoins des populations vulnérables – notamment des femmes, des adolescentes et des personnes handicapées – n'étaient souvent pas compris ou pris en compte lors de la conception et de la mise en place des services d'EAH. Les difficultés relatives à la sécurité et à la gestion de l'hygiène menstruelle étaient courantes. Les femmes et les filles étaient exposées à un risque élevé de violences liées au genre lorsqu'elles allaient chercher de l'eau ou utilisaient les latrines³¹.

Enfin, l'intervention déployée au Bangladesh a fait apparaître le besoin de mettre en place une action coordonnée de sensibilisation de la communauté afin d'encourager les foyers à adopter des pratiques sûres en matière d'hygiène³². Une évaluation menée en avril 2018 a révélé que 35 % des foyers n'avaient pas de savon, que de nombreux foyers utilisaient une eau contaminée et que dans 65 % des foyers, les enfants de moins de 5 ans avaient l'habitude de déféquer à l'air libre³³.

Alors que l'intervention humanitaire continue d'évoluer dans le district de Cox's Bazar, des occasions de combler les lacunes dans le secteur de l'EAH – et de mieux protéger les droits, la santé et la sécurité des enfants dans des contextes d'urgence – commencent à émerger³³.



Yémen L'expérience de Narima

Le conflit qui sévit au Yémen a eu de graves répercussions sur les structures de santé communautaires. Pour remédier à ce problème, l'UNICEF et la Banque mondiale ont réhabilité les installations d'EAH dans 29 centres de santé ruraux. Ils ont ainsi installé des réservoirs d'eau, modernisé les toilettes, les lavabos et les systèmes d'évacuation des eaux usées, et distribué plus de 2 900 kits d'hygiène élémentaire.

Narima Ahmed Saeed, 7 ans, en photo ci-contre, a remarqué la différence. « Le centre de santé de notre village n'a jamais été aussi propre et nous avons de l'eau, maintenant », se réjouit la petite fille, qui souffre de malnutrition et se rend régulièrement au centre pour y être soignée.

Étude de cas : Yémen

Associer les interventions d'urgence au développement durable



À la suite de l'intensification du conflit en 2015, le renforcement des systèmes précaires d'EAH est devenu une question de vie ou de mort au Yémen³⁴.

La plus grande épidémie de choléra connue des temps modernes a infecté plus de 1,3 million de personnes et coûté la vie à 2 732 d'entre elles entre les mois d'avril 2017 et de décembre 2018³⁵. Près de 29 % des cas estimés de choléra concernaient des enfants de moins de 5 ans³⁶.

Dans certaines régions, les attaques ont profondément endommagé les infrastructures, contribuant à la désintégration du système d'eau et d'assainissement déjà mal en point du pays et augmentant le risque de propagation de l'épidémie³⁷. Entre les attaques et la négligence chronique, les systèmes d'eau, d'assainissement et d'électricité, ainsi que l'intégralité du système de santé qui dépend de leurs services, étaient sur le point de s'effondrer. Pour ne rien arranger, les retards de paiement des salaires des fonctionnaires, l'épuisement des ressources et le refus de laisser entrer des spécialistes de l'EAH dans le pays ont encore aggravé la crise.

À la fin de l'année 2018, 16 millions de Yéménites avaient désespérément besoin de services d'EAH. Plus de la moitié étaient des enfants³⁸.

En dépit d'une surcharge de travail et d'un manque d'effectifs, l'UNICEF et ses partenaires ont tout mis en œuvre pour établir des mécanismes d'intervention rapide afin de contrôler la propagation de l'épidémie. En collaboration avec l'Autorité générale yéménite chargée des projets d'approvisionnement en eau en zone rurale, les partenaires ont mobilisé plus de 750 équipes d'intervention rapide³⁹. À l'aide de données « en temps réel » sur la propagation de l'épidémie et d'une approche ciblée, ils ont envoyé des équipes dans les foyers susceptibles d'être infectés ainsi que dans les foyers du voisinage afin de les informer, de leur fournir du chlore et du savon pour désinfecter et se laver les mains, et de les interroger pour déterminer l'origine de l'infection. Les équipes sont ainsi intervenues auprès de 8,4 millions de personnes dans plus de 1,2 million de foyers en leur apportant des fournitures et des informations

essentiels en matière d'hygiène. Leurs efforts ont permis d'ériger des défenses à court terme et à long terme contre la maladie.

Les partenaires se sont également attachés à empêcher l'effondrement des systèmes d'EAH à travers le pays en fournissant du matériel, des sources d'électricité et des financements essentiels de manière à ce que le gouvernement puisse continuer de faire fonctionner les systèmes d'eau et d'assainissement à grande échelle et de les entretenir. Ils ont notamment mis en place des programmes de chloration afin d'améliorer la sûreté de l'eau et renforcé les efforts visant à contrôler les opérations du secteur privé d'acheminement de l'eau par camion, entre autres mesures immédiates. Ils ont apporté un appui opérationnel pour l'approvisionnement en carburant, en électricité et en pièces détachées ainsi qu'une aide directe aux fournisseurs d'eau et d'assainissement⁴⁰. Entre les mois de janvier et de décembre 2018, le Groupe sectoriel chargé de l'EAH a fourni de l'eau salubre à près de 6 millions de personnes.

Pour empêcher l'effondrement des systèmes publics d'EAH à long terme, l'UNICEF et ses partenaires ont élaboré des plans visant à reconstruire et à élargir ces infrastructures, et à les doter des capacités nécessaires pour répondre aux besoins de 9 millions de personnes⁴¹.

Une partie des efforts déployés porte sur les sources d'énergie renouvelables et visent à mettre en place des services sans interruption et fiables pour lesquels les clients sont disposés à payer. Ce dernier aspect est une composante fondamentale de la durabilité.

Au Yémen, comme dans tous les pays du monde frappés par des crises prolongées, le renforcement des systèmes d'EAH est une priorité majeure pour assurer leur résilience en cas de situation d'urgence. La mise en place de systèmes d'EAH solides peut contribuer à enrayer les épidémies et à limiter les dommages provoqués par des chocs humanitaires tels que les conflits, et éviter ainsi que de tels chocs ne viennent saper les progrès accomplis par le pays en question en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

A young girl with dark skin, wearing a vibrant orange headscarf adorned with gold and silver patterns, is captured in a moment of relief as she drinks water from a public tap. She is holding the tap handle with her right hand and cupping her hands to catch the water. The water is splashing around her face and hands. She is wearing a colorful patterned dress. The background is slightly blurred, showing other people in a public setting.

Nigéria

L'utilisation de l'énergie solaire

La crise humanitaire prolongée qui frappe toujours le nord-est du Nigéria avait déplacé 1,8 million de personnes à l'intérieur du pays au mois de décembre 2018 et menaçait la santé, l'éducation et la vie des enfants.

En 2018, les épidémies de choléra ont touché plus de 12 000 personnes et provoqué près de 200 décès dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe. En 2019, 368 000 enfants risquent de souffrir de malnutrition aiguë sévère et 727 000, de malnutrition aiguë modérée⁴².

Aisa, sur la photo ci-contre, vit dans le camp de déplacés internes de Bakassi, à Maiduguri, la capitale de l'État de Borno. L'eau qu'elle boit provient d'un puits de forage qui fonctionne à l'énergie solaire. C'est l'une des nombreuses techniques innovantes qui permettent de fournir des solutions durables d'approvisionnement en eau durant les interventions humanitaires. La disponibilité d'une eau salubre protège les enfants comme Aisa en prévenant la propagation des maladies et en enravant la malnutrition.

Plan d'action en faveur du changement

Le droit à l'eau potable et à l'assainissement est inscrit dans la Convention relative aux droits de l'enfant, dans des résolutions des Nations Unies ainsi que dans les Conventions de Genève⁴³. C'est un droit essentiel à la survie des enfants, au même titre que la nourriture, l'accès aux soins médicaux et la protection contre les attaques.

Dans les situations d'urgence, la vie des enfants repose sur des interventions humanitaires rapides et complètes qui traitent notamment la question de l'eau salubre, de l'assainissement et de l'hygiène. Fournir des services essentiels et fiables d'EAH aux enfants et aux familles est une tâche complexe, mais pas impossible, comme le montrent les exemples fournis dans ce rapport.

Cependant, à une époque où la durée des crises s'allonge et où les conflits menacent les systèmes interdépendants de services urbains, le secteur de l'EAH est appelé à évoluer et à se développer de manière à construire des systèmes résilients, capables de supporter la pression des situations d'urgence et d'éviter d'avoir à recourir à des interventions humanitaires. Les connaissances et les expériences précieuses acquises par l'UNICEF et ses partenaires montrent que trois facteurs fondamentaux ont le potentiel d'améliorer les systèmes d'EAH et de sauver un nombre incalculable de vies. Ces facteurs seront explorés en détail dans un autre rapport de l'UNICEF en plusieurs parties.

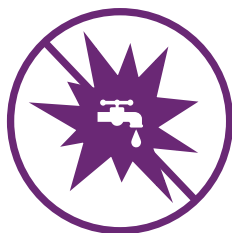
Toutefois, il est possible de susciter un changement dès maintenant.



© UNICEF/UN0221648/ADRIKO

Plan d'action en faveur du changement

L'UNICEF exhorte les gouvernements, les partenaires et les parties aux conflits à :



Cesser de prendre pour cible les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi que leur personnel

.....



Développer le secteur de l'EAH afin qu'il fournisse de manière systématique et prévisible des services d'excellente qualité en matière d'eau et d'assainissement dans les situations d'urgence

.....



Associer les interventions humanitaires d'importance vitale au développement de systèmes d'eau et d'assainissement durables pour tous

.....



Les attaques ciblant les infrastructures d'eau et d'assainissement et leur personnel ainsi que l'alimentation en électricité, qu'elles soient portées délibérément ou non, peuvent constituer une atteinte au droit humanitaire international, de même que le fait de priver intentionnellement et arbitrairement les communautés des services dont elles ont besoin pour survivre. Or, les efforts mis en œuvre en vue de rétablir ces services et de fournir des secours d'urgence sont souvent bloqués par les combats ou des considérations d'ordre politique ou logistique.

De tels agissements, en plus de porter atteinte aux infrastructures d'eau et d'assainissement ainsi qu'à leur personnel, portent atteinte aux enfants. Ils doivent cesser.

Il convient en outre :

- De laisser passer l'aide humanitaire afin qu'elle atteigne les enfants et les familles en détresse
- De mettre en place des méthodes plus efficaces pour surveiller les attaques ciblant les systèmes d'EAH
- De prendre des mesures politiques et juridiques visant à protéger les infrastructures civiles indispensables et leur personnel



Pour fournir des services complets qui sauvent des vies, le secteur de l'EAH doit renforcer ses capacités techniques et opérationnelles ainsi que ses effectifs afin de gérer des crises de plus en plus complexes et prolongées. Il doit s'améliorer pour être en mesure de répondre aux besoins d'un plus grand nombre d'enfants et de familles, et accroître la qualité et la couverture de ses services.

Pour atteindre cet objectif, le secteur doit impérativement disposer de ressources. Cependant, pour renforcer ses capacités, il doit également :

- S'engager à répondre aux besoins en matière d'eau et d'assainissement dans des situations d'urgence de plus en plus complexes et prolongées ainsi que dans des zones difficiles à atteindre
- S'informer et élaborer des méthodes pour traiter les vulnérabilités liées au genre
- Disposer d'un financement flexible et pluriannuel capable de répondre aux besoins immédiats et à long terme
- Renforcer le suivi et l'analyse de l'eau et de l'assainissement dans les situations d'urgence afin d'établir des priorités et de mieux répondre aux besoins de la population



Les efforts visant à empêcher les systèmes d'EAH de se détériorer et de s'effondrer pendant les crises prolongées doivent constituer une priorité absolue dans les interventions humanitaires et être étroitement associés aux projets de développement durable.

Cela implique de répondre aux besoins à court terme tout en renforçant les capacités à long terme. Pour cela, il est impératif de développer des systèmes capables de garantir le droit à l'eau salubre et à l'assainissement, et de prévenir les épidémies. De même, il est impératif que les organisations d'aide humanitaire et de développement collaborent dès le début à l'établissement de systèmes qui resteront résilients – même après le départ de tous les travailleurs humanitaires.

Pour relever ce défi, les partenaires doivent s'attacher ensemble à :

- Établir des solutions pluriannuelles qui ne consistent plus à apporter de l'aide, mais à mettre un terme aux besoins
- Investir à long terme dans des systèmes d'eau et d'assainissement durables qui se montreront résilients face à des situations d'urgence
- Intervenir avant la survenue d'un conflit ou d'une crise en adoptant des approches à long terme qui empêcheront l'effondrement à grande échelle des systèmes d'EAH
- Promouvoir des partenariats public-privé qui permettent la mise en place de services d'EAH autonomes et financièrement viables, capables de supporter les crises

Notes de fin

- ¹ Selon la définition de l’OMS, la violence collective comprend « les conflits violents qui opposent groupes et nations, le terrorisme d’État et de groupes terroristes, l’utilisation du viol comme arme de guerre, les déplacements massifs de populations obligées de fuir et les guerres de gangs ». Organisation mondiale de la Santé, « Violence and Injury Prevention: Collective violence » (Violences et prévention des blessures: la violence collective), ressources disponibles à l’adresse suivante: <www.who.int/violence_injury_prevention/violence/collective/en/>, consulté le 11 mars 2019.
- ² Résolution A/RES/64/292, « Le droit de l’homme à l’eau et à l’assainissement », adoptée par l’Assemblée générale le 28 juillet 2010 ; Organisation des Nations Unies, Convention relative aux droits de l’enfant, article 24, Organisation des Nations Unies, New York, novembre 1989.
- ³ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2019*, OCHA, New York, novembre 2018, p. 13.
- ⁴ Ibid.
- ⁵ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, *World Humanitarian Data and Trends 2018* (Données et tendances sur la situation humanitaire dans le monde en 2018), OCHA, 2018, p. 33.
- ⁶ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Global Trends: Forced displacement in 2017* (Tendances mondiales en 2017 : les déplacements forcés), HCR, Genève, 25 juin 2018, p. 2 et 3.
- ⁷ OCHA, *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2019*.
- ⁸ Ibid., p. 23.
- ⁹ Uppsala Conflict Data Programme, Département de la recherche sur la paix et les conflits, « Number of Conflicts » (Nombre de conflits), disponible à l’adresse suivante: <<https://ucdp.uu.se/#/encyclopedia>>, consulté le 11 février 2019 ; Fonds des Nations Unies pour l’enfance, Action humanitaire pour les enfants en 2019, UNICEF, New York, janvier 2019, p. 2.
- ¹⁰ Les ressources suivantes ont été consultées pour la rédaction de cette section: Mark Zeitoun et Michael Talhami, « The Impact of Explosive Weapons on Urban Services: Direct and reverberating effects across space and time » (L’incidence des armes explosives sur les services urbains : effets directs et collatéraux dans l’espace et dans le temps), *International Review of the Red Cross*, vol. 98, n° 901, p. 53 à 70 ; Comité international de la Croix-Rouge, *Urban Services During Protracted Armed Conflict: A call for a better approach to assisting affected people* (Les services urbains dans les conflits armés prolongés : appel en faveur d’une meilleure approche pour aider les populations touchées), CICR, Genève, septembre 2015 ; Comité international de la Croix-Rouge, « J’ai vu ma ville mourir » *Conflits urbains en Irak, en Syrie et au Yémen – Témoignages des lignes de front*, CICR, Genève, mai 2017.
- ¹¹ Fonds des Nations Unies pour l’enfance, « Update on Water Cuts in Syria » (Mise à jour sur les coupures d’eau en Syrie), communiqué de presse, UNICEF, Genève, 6 janvier 2017, disponible à l’adresse suivante: <www.unicef.org/press-releases/update-water-cuts-syria>, consulté le 14 janvier 2019.
- ¹² Fonds des Nations Unies pour l’enfance, « Severe water shortages compound the misery of millions in war-torn Syria – says UNICEF » (De graves coupures d’eau en Syrie empirent la situation déjà catastrophique de millions de Syriens dévastés par la guerre), communiqué de presse, UNICEF, Damas, 25 août 2015, disponible à l’adresse suivante: <www.unicef.org/media/media_82980.html>, consulté le 28 février 2019.
- ¹³ CICR, *Urban Services During Protracted Armed Conflict* (Les services urbains dans les conflits armés prolongés).
- ¹⁴ Résolution adoptée par l’Assemblée générale, « Une seule humanité, des responsabilités partagées – Rapport du Secrétaire général pour le Sommet mondial sur l’action humanitaire », A/70/709, 2 février 2016.
- ¹⁵ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, « Clusters: The cluster approach » (Groupes sectoriels : le principe de la responsabilité sectorielle), disponible à l’adresse suivante: <<https://bit.ly/2932KGI>>, consulté le 28 février 2019.
- ¹⁶ Déclaration d’Omar El Hattab, Conseiller régional EAH de l’UNICEF.
- ¹⁷ Fonds des Nations Unies pour l’enfance, « Déclaration d’Hanaa Singer, Représentante de l’UNICEF en Syrie, au sujet des attaques et coupures d’eau volontaires à Alep », UNICEF, Damas, 23 septembre 2016, disponible à l’adresse suivante: <<https://www.unicef.fr/contenu/espace-medias/attaques-et-coupures-d-eau-volontaires-alep-declaration-unicef-syrie>>, consulté le 28 février 2019 ; Fonds des Nations Unies pour l’enfance, « Water restored to Aleppo after a 48-day deliberate shutdown of water facility » (Rétablissement de l’eau courante à Alep après la fermeture délibérée d’une usine de traitement de l’eau pendant 48 jours), communiqué de presse, UNICEF, Damas, 6 mars 2016, disponible à l’adresse suivante: <www.unicef.org/media/media_90392.html>, consulté le 28 février 2019.
- ¹⁸ UNICEF Ukraine, Groupe sectoriel EAH, « Key Pumping Station under Shelling and Shooting » (Une station de pompage stratégique sous les bombardements et les tirs), Compte rendu d’incident du Groupe sectoriel EAH n° 169, 12 février 2019, disponible à l’adresse suivante: <<https://bit.ly/2T8JukV>>, consulté le 28 février 2019.
- ¹⁹ Fonds des Nations Unies pour l’enfance, *The Children of the Contact Line in East Ukraine: 2017 assessment update* (Les enfants de la ligne de contact dans l’est de l’Ukraine : nouvelle évaluation de la situation en 2017), UNICEF Ukraine, mai 2018, p. 3 ; UNICEF Ukraine, Groupe sectoriel EAH, « Bus for Donetsk Filter Station Fired Upon: Five injured » (Tirs sur un bus se rendant à l’usine de filtration de Donetsk : cinq blessés), Compte rendu d’incident du Groupe sectoriel EAH n° 122, avril 2018, disponible à l’adresse suivante: <www.humanitarianresponse.info/fr/operations/ukraine/document/wash-cluster-incident-report-%E2%84%96122-17042018>, consulté le 11 janvier 2019.
- ²⁰ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, *The Humanitarian Response Plan: Ukraine – 2019* (Plan d’action humanitaire pour l’Ukraine en 2019), OCHA, Kiev, 4 février 2019.
- ²¹ UNICEF Ukraine, Groupe sectoriel EAH, « Three Water Workers Injured » (Trois travailleurs des eaux blessés), Compte rendu d’incident du Groupe sectoriel EAH n° 163, 10 janvier 2019, disponible à l’adresse suivante: <<https://reliefweb.int/report/ukraine/wash-cluster-incident-report-no-163-10012019>>, consulté le 28 février 2019 ; Groupe EAH, « Workers’ Vehicle Nearly Hit by Explosion » (Un véhicule transportant des voyageurs presque touché par une explosion), Compte rendu d’incident du Groupe sectoriel EAH n° 168, 8 février 2019, disponible à l’adresse suivante: <<https://reliefweb.int/report/ukraine/wash-cluster-incident-report-no-168-08022019>>, consulté le 28 février 2019.
- ²² Fonds des Nations Unies pour l’enfance, « Humanitarian Action for Children: Ukraine 2019–2020 » (Action humanitaire pour les enfants: Ukraine 2019-2020), appel annuel, UNICEF, Kiev, 2018, disponible à l’adresse suivante: <www.unicef.org/appeals/files/2019-HAC-Ukraine.pdf>, consulté le 11 janvier 2019.
- ²³ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, *The Humanitarian Response Plan End of Year Report: Ukraine – January – December 2017* (Rapport de fin d’année sur le plan d’action humanitaire en Ukraine – Décembre–janvier 2017), OCHA, Genève, février 2018, p. 22.

- ²⁴ Yana Panchenko, « The Heroes Keeping the Water Flowing for Families in Eastern Ukraine: Amid violence and conflict, water works help bring safe water to both sides of the contact line » (Les héros qui luttent pour que les familles situées dans l'est de l'Ukraine ne soient pas privées d'eau courante : au milieu de la violence et du conflit, les employés des compagnies des eaux contribuent à fournir de l'eau salubre à la population des deux côtés de la ligne de contact), UNICEF, 21 novembre 2017, disponible à l'adresse suivante : <www.unicef.org/wash/ukraine_101526.html>, consulté le 11 janvier 2019.
- ²⁵ Groupe exécutif stratégique et partenaires du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, *Joint Response Plan for Rohingya Humanitarian Crisis Mid-Term Review: March–December 2018* (Examen à mi-parcours du plan d'action conjoint pour la crise humanitaire des Rohingyas : mars–décembre 2018), OCHA, New York, p. 9.
- ²⁶ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Bangladesh Humanitarian Situation Report No. 45 (Rohingya influx) » (Rapport n° 45 sur la situation humanitaire au Bangladesh [afflux des Rohingyas]), UNICEF, disponible à l'adresse suivante : <www.unicef.org/appeals/files/UNICEF_Bangladesh_Humanitarian_Situation_Report_13_Dec_2018.pdf>.
- ²⁷ Section d'urgence EAH du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Groupe sectoriel mondial EAH, « WASH Humanitarian Action Review: Bangladesh (Rohingya Crisis) » (Examen de l'action humanitaire en matière d'EAH : Bangladesh [crise des Rohingyas]), (document interne), rapport d'atelier, 15 octobre 2018.
- ²⁸ Groupe exécutif stratégique, *Joint Response Plan for Rohingya Humanitarian Crisis* (Plan d'action conjoint pour la crise humanitaire des Rohingyas), p. 79 et 104; Groupe de travail technique chargé de l'assainissement, *Technical Guidance Note Monsoon Response Protocol for Flooding of Sanitation Facilities* (Note d'orientation technique : protocole d'intervention relatif à l'inondation des structures d'assainissement durant la mousson), Secteur EAH Cox's Bazar, 6 juin 2018.
- ²⁹ Groupe exécutif stratégique, *Joint Response Plan for Rohingya Humanitarian Crisis* (Plan d'action conjoint pour la crise humanitaire des Rohingyas), p. 19.
- ³⁰ Groupe exécutif stratégique, *Joint Response Plan for Rohingya Humanitarian Crisis* (Plan d'action conjoint pour la crise humanitaire des Rohingyas), p. 11, 19, 21, 23, 26–27, 30, 61, 66 et 77 à 81.
- ³¹ Action Contre La Faim, Oxfam, Save the Children, « Rohingya Refugee Response Gender Analysis: Recognizing and responding to gender inequalities » (Analyse par sexe de l'intervention en faveur des réfugiés rohingyas : prendre connaissance des inégalités liées au genre et les traiter), Rapport de recherche conjoint, ACT, Oxfam, Save the Children, Bangladesh, août 2018, p. 4.
- ³² Groupe exécutif stratégique, *Joint Response Plan for Rohingya Humanitarian Crisis* (Plan d'action conjoint pour la crise humanitaire des Rohingyas), p. 78.
- ³³ REACH, *Bangladesh: Water, Sanitation and Hygiene Baseline Assessment – Cox's Bazar Rohingya Refugee Response* (Bangladesh : évaluation de base de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène – Intervention en faveur des réfugiés rohingyas à Cox's Bazar), REACH, Genève, avril 2018, p. 3.
- ³⁴ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Sanitation and Water for Yemen: National rehabilitation and expansion of WASH in Yemen » (Assainissement et eau pour le Yémen : réhabilitation et agrandissement des systèmes d'EAH au Yémen), (document interne), proposition de projet, novembre 2018, p. 11 ; Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, *Humanitarian Needs Overview: Yemen 2019* (Aperçu des besoins humanitaires : Yémen 2019), OCHA, New York, décembre 2018, p. 6 à 7.
- ³⁵ Anton Camacho et al., « Cholera Epidemic in Yemen, 2016–2018: An analysis of surveillance data » (Épidémie de choléra au Yémen, 2016 – 2018 : analyse des données de surveillance), *The Lancet Global Health*, vol. 6, n° 6, juin 2018, p. 680 à 690 ; Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Yemen Humanitarian Situation Report » (Compte rendu de la situation humanitaire au Yémen), UNICEF Yemen, décembre 2018, p. 1.
- ³⁶ UNICEF, « Yemen Humanitarian Situation Report » (Compte rendu de la situation humanitaire au Yémen), décembre 2018.
- ³⁷ Paul. B. Spiegel et al., *Cholera in Yemen: A case study of epidemic preparedness and response* (Le choléra au Yémen : étude de cas de la préparation et de la réponse à l'épidémie), Johns Hopkins Center for Humanitarian Health, Baltimore, décembre 2018, p. 6, 19, 75 et 76 ; Naif Mohammed Abu-Lohom et al., « Water Supply in a War Zone: A preliminary analysis of two urban water tanker supply systems in the Republic of Yemen » (L'approvisionnement en eau en zone de guerre : analyse préliminaire de deux systèmes d'approvisionnement par citerne en zone urbaine en République du Yémen), document de réflexion sur les pratiques mondiales en matière d'eau, Banque mondiale, Washington D.C., juillet 2018, p. 2.
- ³⁸ UNICEF, « Yemen Humanitarian Situation Report » (Compte rendu de la situation humanitaire au Yémen), décembre 2018.
- ³⁹ Timothy Grieve, « Mission Report: WASH Cholera Control in Yemen, 11–26 August 2018 » (Compte rendu de mission : l'EAH et le contrôle du choléra au Yémen, 11 au 26 août 2018), (document interne), UNICEF.
- ⁴⁰ UNICEF, « Yemen Humanitarian Situation Report » (Compte rendu de la situation humanitaire au Yémen), décembre 2018.
- ⁴¹ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Sanitation and Water for Yemen » (Mesures d'assainissement et d'approvisionnement en eau pour le Yémen), proposition de projet.
- ⁴² Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Action humanitaire pour les enfants au Nigéria », UNICEF Yémen, décembre 2018, p. 2.
- ⁴³ Résolution A/Res/44/25 « Le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement », Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale ; CICR, Conventions de Genève de 1949 et Protocoles additionnels, et leurs Commentaires.



Publié par l'UNICEF
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, É.-U.
© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Mars 2019

Conception : www.kathleenmorf.ch

ISBN: 978-92-806-5017-4

www.unicef.org

#PrisPourCible

